



Bérengère NOGUIER
Conseillère départementale du canton d'Uzès
Geneviève BLANC
Vice-présidente
Conseillère départementale du canton d'Alès 1

Nîmes, le 15 décembre 2016

Elues écologistes

VOTE DU BUDGET

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Nous voici donc arrivés au moment fatidique du vote du budget. Monsieur le Président, vous vous étiez engagé à faire voter ce budget avant la fin de l'année. L'engagement est tenu. Pas qu'il est était plus simple cette année d'élaborer un budget, au contraire, à contraindre le contraint, les choix n'en sont que plus pénibles.

Les constats que nous pouvons faire depuis plusieurs années : baisse des dotations de l'Etat, non compensation des politiques décentralisées, s'additionnent année après année et aujourd'hui vient s'y ajouter l'organisation des transferts de compétences imposés par la loi NOTRE qui ne se déroulent pas vraiment comme nous l'aurions espéré, puisque pour 2017 il nous faudra encore assurer les transports dont le transfert à la région était prévu au début de l'année 2017. La note est salée ...

Tout au long de l'année, nous nous sommes imposé une gestion rigoureuse, ce qui nous permet aujourd'hui d'afficher un recours à l'emprunt limité, une stabilisation de notre dette tout en tenant nos engagements pris après le dernier vote du budget, qui étaient de ne pas appliquer de nouvelle hausse de la taxe sur le foncier bâti ou encore sur la carte d'abonnement au transport scolaire.

Pour autant, il nous a bien fallu prendre en compte les différentes baisses de recettes afin d'établir un budget en équilibre impliquant des baisses importantes notamment pour les syndicats d'environnement et de bassin et la politique environnementale en général. Il nous faut trouver d'autres leviers sans quoi les conséquences sur les territoires seront dramatiques.

Nous pouvons pour cela nous appuyer sur des dispositifs émergents comme les programmes LEADER ou encore la venue au jour d'un Parc Naturel Régional en Uzège, que nous appelons de nos vœux afin de conserver et d'accroître l'attractivité de nos territoires indispensable à leur développement y compris économiques.

Si d'un côté les départements voient leurs recettes diminuées considérablement, les besoins de leurs population grandissent. Cela est particulièrement vrai pour le département du Gard qui connaît une forte précarisation de sa population ainsi qu'un vieillissement prononcé et un allongement de la durée de vie qui logiquement viennent augmenter les besoins en termes de solidarité. Ce qui se traduit pour 2017 par un budget en légère hausse par rapport à 2016.

Nous avons fait une priorité de l'aide aux communes gardoises, tout d'abord, qui vont bénéficier dès la fin de l'année de 2,7 millions d'€ au travers du Crédit Départemental d'Équipement. Ce sont en tout, 116 contrats départementaux qui vont être financés. Par ce soutien, le Département permet aux territoires de se doter d'équipement structurants, indispensables au développement local et à la qualité de vie de leurs habitants. Il contribue également à mieux gérer les deniers publics en ciblant les priorités en équipement et participe au développement de l'emploi dans les territoires. C'est aussi un moyen pour notre collectivité de faire preuve d'une plus grande transparence vis à vis de nos concitoyens en rendant plus lisible l'action menée au plus près de leur quotidien.

En aidant les communes à financer leurs investissements structurants, nous produisons un effet levier non négligeable sur l'emploi en permettant aux entreprises gardoises de recruter. Dans un département où le taux de chômage approche les 14 %, l'effet indirect de cette mesure est à souligner.

Mais, qui dit emploi dit aussi formation et apprentissage. Dans ces domaines, qui ne sont pas de sa compétence, le Département poursuit son action en partenariat étroit avec la Région ou en investissant dans des projets déterminants pour l'économie tel que la poursuite de la construction en 2017 du centre d'hébergement des apprentis sur le CFA de Méjannes les Alès.

L'activité économique du Département se traduit aussi en matière de développement durable à travers des politiques publiques mises en œuvre le plus souvent en partenariat avec des acteurs tels que les CIVAM ou l'ADDEARG dans les domaines de l'agriculture, de la politique alimentaire ou de l'aide à l'installation d'agriculteurs.

La solidarité est bien sûr le cœur d'action de notre collectivité avec la concrétisation en 2017 de trois schémas départementaux de l'autonomie, de l'insertion et de l'enfance, qui démontre que notre ambition pour ce département et pour les gardois reste intacte et pousse notre regard bien au-delà de 2017 par la structuration de notre action dans le temps. La mise en place de ces nouveaux schémas va nous permettre de renforcer nos politiques de cohésion sociale en partenariat avec l'Etat, les collectivités et le milieu associatif dans un département où les enjeux démographiques sont importants.

Cette volonté se traduit par exemple par :

- l'engagement de 5 millions d'€ de dépenses d'investissement pour la construction ou la rénovation d'établissements sociaux et médico-sociaux destinés à recevoir des personnes âgées ou handicapées,
- l'inscription de 68 millions d'€ en dépenses de fonctionnement au titre des politiques d'actions sociales, d'aide à l'enfance et à la protection maternelle infantile,
- le maintien des aides aux services de proximité que sont les Centres Médicaux Sociaux, aux services PA-PH, dont 350 000 € au titre du fonctionnement des Relais Emplois qui contribuent à limiter les déplacements et offrent un service indispensable aux personnes et aux territoires ...

l'ensemble de ces dispositifs relèvent d'une volonté politique que nous continuons à soutenir avec force. Nous devons poursuivre nos efforts et même aller encore plus loin dans l'innovation.

Poursuivre la diversité des modes d'accueil pour les personnes âgées, favoriser l'autonomie, accompagner les aidants. Le secteur de l'autonomie des personnes âgées touche plusieurs milliers de bénéficiaires et représente près de 10 000 emplois dans notre département. Dans notre économie locale, le poids et la place des établissements sont loin d'être négligeables au vu du nombre d'emplois non délocalisables qu'ils génèrent. Oui, solidarité et emploi sont directement liés.

Avec 20 % de gardois touchés par la pauvreté, le département du Gard est un département fragile. En maintenant son soutien aux structures d'insertion par l'activité économique, aux chantiers d'insertion, aux Actions Collectives d'Insertion, le Département affiche sa volonté de poursuivre ses efforts en matière de solidarité et d'insertion en faveur des personnes exclues ou exposées à des précarités croissantes. Il rend possible la pérennité des structures qui portent ces actions, indispensables au maintien du lien social. La mise en route du nouveau Programme Départemental d'Insertion permet de renforcer encore d'avantage l'efficacité des dispositifs existants.

Ces différentes mesures, qui ne sont bien entendu pas exhaustives, constituent de véritables remparts contre le chômage, la pauvreté, les situations d'exclusion en permettant aux gardois d'entreprendre, de s'émanciper, d'espérer, de se lier, de se projeter, etc.. Nous nous devons sinon de renforcer ces mesures, du moins de les maintenir.

Si dans des perspectives courtes, nous ne voyons pas d'embellie se profiler quand au retour de financements de l'Etat à la hauteur de nos missions, alors nous devons nous résoudre à changer de logiciel, à bousculer notre façon de construire les politiques. Si nous n'avons pas plus pour faire plus, alors nous pouvons faire différemment en actionnant des leviers nouveaux comme l'Economie Sociale et Solidaire et la transition énergétique par exemple, qui doivent être mis au cœur du projet politique. Elles représentent une occasion d'agir en faveur de la justice sociale, de lutter contre les inégalités, d'en finir avec la précarité énergétique, de créer des emplois non délocalisables ...

Et au-delà du fond, la forme tient également une place importante. Associer toujours d'avantage nos partenaires à l'élaboration de notre budget dans leur domaine respectif, établir une concertation régulière tout au long de l'année. S'appuyer sur leur expertise de terrain pour nous permettre d'être encore plus pertinent dans l'élaboration de notre projet politique, ce dernier n'en serait que plus largement porté.

Il est de notre responsabilité vis à vis des gardois d'adopter une attitude digne face aux grands enjeux qui se dressent devant nous et au contexte particulièrement complexe dans lequel nous devons malgré tout trouver des réponses durables et soutenables.

Bien sur, au vu de la diversité qui compose cette assemblée, nous ne sommes pas d'accord sur tout et tant mieux. Le débat vit dans ces murs, ce qui nous garde d'acter des décisions à la hâte et nous permet de mesurer chaque degré d'incidence de nos politiques.

Et lorsque les expressions se sont faites, vient le temps de la décision, du choix, c'est alors que nous devons faire preuve de respect, d'humilité et de tempérance afin de trouver le consensus juste, le consensus acceptable.

Monsieur, le Président, c'est donc en prenant toute la mesure de nos responsabilités, que nous voterons le budget 2017. Un budget élaborer dans un esprit d'exigence grâce je tiens à le souligner, à l'implication constante et sans faille des agents de cette collectivité qui ont fourni un travail considérable pour nous appuyer dans l'élaboration de ce budget qui va nous permettre de maintenir un service public de qualité pour l'ensemble de nos concitoyens dans un contexte économique et social difficile.

Tout en faisant preuve de réalisme, ne nous laissons pas aller dans la fatalité, osons l'innovation et l'expérimentation, démontrons que nous ne sommes en rien résignés et insufflons de l'espoir pour les générations futures afin qu'à leur tour elles prennent à bras le corps le tryptique républicain et défendant la liberté, l'égalité et la fraternité, garantes de la cohésion de notre société plutôt que de se tourner vers les extrêmes porteurs de promesses intenable enrobées dans le chant mortifère du populisme.